

périls auxquels eux-mêmes et leurs richesses sont exposés. Je m'étonne qu'ils n'aient pas saisi les conditions actuelles de l'univers, conditions qui ne sauraient durer plus longtemps et qu'il leur appartient plus qu'à tout autre de chercher à faire disparaître.

Les industries en général, du moins les industries essentielles de chaque nation, ont le devoir de trouver les moyens d'assurer au salarié plus de sécurité et plus de stabilité dans son emploi, et un meilleur équilibre du pouvoir d'achat de l'employé. Quelques industriels de la production ont, il est vrai, commencé une politique de secours, quand ils ont établi, par exemple, des mesures de partage dans les bénéfices en faveur de leurs employés, mais ils sont bien peu nombreux, et ce partage est bien restreint. Il peut exister plusieurs sortes de solutions à ce menaçant problème.

Autant que je le sache, le système de partage des bénéfices entre le patron et l'employé est probablement ce qu'on peut trouver de mieux. Les Crésus de l'industrie et de la finance doivent comprendre que leurs gestes de munificence, comme la fondation de bibliothèques publiques ou la dotation d'universités, bienfaits qui ne seront effectués, dans la plupart des cas, qu'après la mort, ne contenteront pas le désir naturel et la légitime ambition des masses qui réclament une part plus substantielle des choses de ce monde.

On doit bien se comprendre. Il ne faut pas devenir l'ennemi du capitaliste, ni nier au capitaliste les fruits légitimes de son initiative, de son génie et de son énergie. Il ne faudrait pas non plus limiter indûment ses revenus. Ses bénéfices sont aujourd'hui si élevés qu'il en est devenu une menace réelle autant que sérieuse à la sécurité économique et politique, nationale et internationale.

Du Bureau national de recherche émane cette déclaration qu'un pour cent des propriétaires d'immeubles des Etats-Unis détient trente-trois pour cent de la richesse nationale, et que dix pour cent des citoyens détiennent 64 pour cent de cette richesse.

Il faut bien admettre que le capitaliste restera, et même qu'il procure une base aussi bonne que possible parmi celles que l'on a pu jusqu'ici trouver ou éprouver, pour la construction de charpentes économiques permanentes et solides. Le capitalisme, s'il porte sa responsabilité des conditions présentes, n'est pas du tout le pire des coupables. Je veux bien faire remarquer que le travail est tout aussi nécessaire que le capital, que les deux dépendent plus que jamais l'un de l'autre, que le capital et le travail ont tous deux aujourd'hui des devoirs réciproques plus considérables, ainsi que des obligations communes à l'endroit de toute la communauté.

L'hon. M. BELCOURT.

A cause de leurs devoirs solidaires envers la société, le capital et le travail doivent tous deux accepter le contrôle gouvernemental et la réglementation gouvernementale, dans l'ordre national et dans l'ordre international.

La division, la distribution plutôt du travail international, qui a tant fait avant la guerre pour l'augmentation de la richesse, affirme encore une fois ses droits. Les conditions industrielles de l'heure exigent impérieusement une collaboration sincère et équitable, tant de la part du capital que de celle du travail, chez toutes les nations de l'univers. Les industriels comme les gouvernements ont le devoir de rechercher la solution juste de ces très graves problèmes économiques et sociaux—importants du double point de vue national et international.

Les conventions industrielles, les traités de commerce avec les pays d'Europe et le reste de l'univers, n'exposeront aucune nation au plus léger péril, mais, au contraire, ils serviront les meilleurs intérêts de tous. Ni les Etats-Unis d'Amérique, ni aucune autre nation ne devrait conclure de ces "alliances-embûches", qu'elles soient sociales, économiques ou politiques. Le danger, réel ou prétendu, que contient l'expression d'"alliances-embûches" est chose du dix-huitième siècle, et n'appartient nullement au vingtième. L'expression est devenue aujourd'hui un anachronisme, tout simplement. D'autre part les ententes commerciales offrent le seul moyen d'assurer la paix industrielle et la sécurité des nations, du capital et du travail, du patron et de l'ouvrier, d'assurer le progrès économique, solide et stable, la prospérité nationale et mondiale, la paix mondiale. Les traités de commerce sont passés à l'état de nécessités internationales, tout autant que les traités de paix, depuis que l'agression commerciale est devenue la cause la plus fertile en agressions armées. Le désarmement militaire doit être en fonction du désarmement commercial.

Il n'y a pas que l'Angleterre qui soit une nation de marchands. Les marchands de l'univers —et il y en a dans tous les pays—tout en continuant une rivalité commerciale raisonnable, doivent apprendre à commercer de la même manière que les commerçants ordinaires dans leurs régions respectives. Ce n'est que récemment que M. Gérard, ancien ambassadeur américain en Allemagne, déclarait que les Etats-Unis sont maintenant sous la férule financière et industrielle de cinquante-neuf financiers et manufacturiers, dont il a donné les noms.

Il y a environ un an M. McFadden, président du comité des "Banques et de la Monnaie" du Congrès, déclarait dans la Chambre des Représentants: